

# Les Africains demandent plus d'action sur la protection de l'environnement et la régulation de l'extraction des ressources naturelles

Dépêche Afrobarometer No. 896 | Alfred Kwadzo Torsu et Carolyn Logan

## Résumé

La pollution et la dégradation de l'environnement présentent des risques importants pour la santé humaine, la croissance économique, la biodiversité et la survie des écosystèmes, ainsi que pour la viabilité des communautés. La pollution atmosphérique (PNUE, 2021) et hydrique (OMS, 2024), la gestion inadéquate des déchets organiques (PNUE, 2018 ; Gutberlet & Uddin, 2017), les ordures et le fléau des déchets plastiques (OCDE, 2022), ainsi que la déforestation et la dégradation des habitats (Manu, Chen, Hoang, & Leu, 2024) sont autant de menaces pour la vie et les moyens de subsistance des populations africaines, et peuvent freiner le développement humain et économique. La pollution et la dégradation de l'environnement peuvent avoir des effets disproportionnés sur les populations pauvres et vulnérables (Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement, 2018).



L'impact essentiel et transversal de la protection de l'environnement se reflète dans le fait que la prévention de la pollution et la gestion efficace des ressources apparaissent à plusieurs reprises dans les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Des objectifs environnementaux explicites figurent dans les buts suivants : eau propre et assainissement (ODD 6), énergie propre et abordable (ODD 7), villes et économies durables (ODD 11), consommation et production responsables (ODD 12), action climatique (ODD 13), vie aquatique (ODD 14) et vie terrestre (ODD 15). La pollution et la gestion des ressources ont également des répercussions sur l'éradication de la pauvreté (ODD 1), la lutte contre la faim (ODD 2) et d'autres objectifs (PNUE, 2023 ; Nations Unies, 2015).

L'absence de régulation ou d'application de la loi, l'insuffisance des infrastructures, la pauvreté et la faiblesse des économies rendent de nombreux Africains particulièrement vulnérables aux ravages causés par la pollution et la dégradation de l'environnement. The State of Global Air, par exemple, estime que le taux de mortalité en Afrique lié à la pollution atmosphérique est presque deux fois supérieur à la moyenne mondiale (Health Effects Institute, 2022), alors que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2024) signale que les maladies hydriques entraînent la mort de 115 personnes toutes les heures sur le continent. Les matériaux plastiques contaminent les sources d'eau, constituent des lieux de reproduction pour les insectes et détruisent l'habitat, ce qui a de graves répercussions sur la santé humaine et animale (OMS, 2023). Si l'Afrique abrite 65% des terres arables non cultivées de la planète (Banque Africaine de Développement, 2017), le continent est confronté à une crise environnementale due, dans de nombreux cas, à une extraction non durable et peu judicieuse de ses ressources naturelles, exacerbée par le changement des conditions climatiques.

L'extraction des ressources est un domaine particulièrement complexe de politique et d'action qui a de lourdes conséquences sur l'environnement. Alors que le monde se tourne vers les énergies renouvelables, les véhicules électriques et les systèmes d'intelligence artificielle, une course est engagée pour se procurer les minéraux nécessaires à la mise en œuvre de ces innovations. Selon le Fonds Monétaire International (2024), l'Afrique Subsaharienne détient environ 30% des réserves mondiales de ces minéraux essentiels, en particulier le cuivre et le cobalt, qui sont vitaux pour la transition verte (Center for Strategic and International Studies, 2023). Les revenus tirés de l'extraction des ressources naturelles sont une composante essentielle du produit intérieur brut de nombreux pays africains. Mais à mesure que la demande de ressources minières augmente, les préoccupations concernant les inconvénients environnementaux, en particulier pour les communautés locales, ainsi que l'équité dans la distribution des revenus, croissent également (Manu et al, 2024).

Certains citoyens, et certains pays, agissent. La lauréate du prix Nobel Wangari Mathai a encouragé les femmes du Green Belt Movement du Kenya à planter des millions d'arbres. Presque trois douzaines de pays ont interdit ou restreint l'utilisation des sacs en plastique et des plastiques à usage unique, même si certains peinent à mettre en œuvre ces décrets (Greenpeace, 2020). Des activistes locaux partout sur le continent ont entrepris de lutter contre les changements climatiques et d'y réagir (Belanger, 2021). A l'heure où nous écrivons ces lignes, des Ghanéens participent à des manifestations contre les *galamsey* – décrites comme une « marche de prière environnementale » – contre l'extraction informelle de l'or liée à la pollution chimique et à la destruction de l'environnement (Reuters, 2024).

Pour la première fois, Afrobarometer a inclus dans ses enquêtes du Round 9 (2021/2023) un module de questions sur la gouvernance environnementale et l'extraction des ressources naturelles. Les chiffres ici présentés révèlent que les populations africaines partagent clairement ces préoccupations mondiales concernant l'impact de la pollution, de la mauvaise gestion de l'environnement et de l'extraction des ressources naturelles sur leurs communautés. De grandes majorités affirment que la pollution est un problème grave dans leurs communautés et attribuent aux performances gouvernementales des notes médiocres pour ce qui est de la résolution de ce problème. Plus des trois quarts des répondants demandent à leur gouvernement de faire davantage d'efforts pour limiter la pollution et protéger l'environnement.

En ce qui concerne les activités d'extraction des ressources naturelles, les populations africaines exigent davantage, en particulier une meilleure régulation de la part de leurs gouvernements, une plus grande participation à l'extraction des ressources et une part plus équitable des bénéfices pour les communautés locales. Mais nous constatons également que les Africains ont du mal à trouver un compromis entre la stimulation de la croissance économique et la protection de l'environnement, ce que beaucoup d'entre eux perçoivent comme une nécessité. Ils sont divisés sur la question de savoir si les avantages liés à l'extraction des ressources l'emportent sur les inconvénients, et une proportion plus importante que d'habitude ne souhaite pas ou ne peut pas donner son avis sur cette question difficile. Mais si les gouvernements peuvent s'attaquer à certains des principaux aspects négatifs en renforçant la législation, en donnant davantage la parole au public et en partageant plus équitablement les revenus – en augmentant les bénéfices tout en réduisant les inconvénients – cela pourrait modifier l'équilibre des sentiments du public sur cette question importante.

## Les enquêtes Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en ce qui concerne la démocratie, la gouvernance et la qualité de vie. Depuis 1999, neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face à face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons de 1.200 à 2.400 adultes qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 39 pays repose sur 53.444 entretiens. Les données sont pondérées afin de garantir la représentativité nationale des échantillons. Lors du calcul des moyennes plurinationales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

## Résultats clés

Les Africains se soucient beaucoup **de la pollution et de l'état de leur environnement local** :

- En moyenne, à travers 39 pays, deux tiers (66%) des Africains déclarent que la pollution de l'environnement est un problème grave dans leurs communautés ; les citoyens sont particulièrement préoccupés (72%).
- Les citoyens citent le plus souvent (27%) la gestion des déchets, y compris les plastiques, comme le principal problème environnemental dans leurs communautés, suivi de la déforestation (19%) et de la pollution des eaux (17%).
  - La déforestation (28%) est la principale préoccupation environnementale dans les zones rurales, tandis que la gestion des déchets (37%) arrive en tête dans les communautés urbaines.
  - Il y a une grande variabilité d'un pays à l'autre : La gestion des déchets est le principal problème dans 20 pays, alors que la déforestation arrive en tête dans 13 pays, que la gestion des déchets humains est la priorité dans cinq pays et que la pollution des eaux est le problème le plus important dans trois pays.
- Trois quarts (76%) des Africains déclarent que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution dans leur pays.

Ils souhaiteraient que leur **gouvernement intervienne davantage – et de manière plus efficace – dans la protection de l'environnement** :

- Presque la moitié (46%) des répondants affirment que les citoyens ordinaires portent la responsabilité principale de la prévention de la pollution et de la propreté des communautés, mais presque autant pensent que le gouvernement – au niveau central (24%) ou local (19%) – devrait jouer un rôle de premier plan. Seule une poignée d'entre eux attribuent un rôle primordial aux entreprises et à l'industrie (5%).
- En moyenne, seulement quatre Africains sur 10 (40%) estiment que leurs gouvernements accomplissent correctement leur mission de protection de l'environnement, alors que 51% d'entre eux émettent un avis négatif. Et une majorité

écrasante (78%) de répondants souhaitent que leurs gouvernements en fassent davantage.

- Les citoyens sont équitablement partagés sur la question de savoir si le gouvernement devrait donner la priorité à la protection de l'environnement même si cela coûte des emplois et ralentit le développement économique (45%) ou s'il devrait se concentrer sur la création d'emplois même au détriment de la protection de l'environnement (45%).

**Les Africains sont divisés – ou dans de nombreux cas indécis – sur les avantages et les inconvénients de l'extraction des ressources naturelles et sur leur répartition :**

- Une pluralité de 45% affirment que les avantages de l'extraction des ressources naturelles, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur ses inconvénients, tels que la pollution. Mais 38% pensent que les inconvénients sont plus importants, et une minorité significative (17%) de répondants sont indécis sur cette question.
- Trois quarts (76%) des Africains désirent que leurs gouvernements réduisent les impacts négatifs en renforçant la législation régissant l'extraction des ressources naturelles.
- Une petite majorité (51%) de répondants affirment que les citoyens ordinaires ont leur mot à dire dans les décisions concernant l'extraction des ressources à proximité de leurs communautés, mais 36% ne sont pas d'accord et 13% sont indécis.
- Les citoyens sont équitablement divisés sur la question de savoir si les communautés locales reçoivent (41%) ou ne reçoivent pas (43%) une part équitable des revenus provenant de l'extraction des ressources naturelles.

### La pollution : L'ampleur du problème

En moyenne, à travers 39 pays, d'importantes majorités partagent les préoccupations mondiales relatives à la pollution et à son impact sur leur vie et leur société, et considèrent la pollution comme un problème important dans leur propre communauté. Deux personnes sur trois (66%) considèrent la pollution comme un problème « un peu grave » (28%) ou « très grave » (38%) dans leur communauté (Figure 1). Il s'agit de majorités écrasantes en Mauritanie (90%), au Soudan (88%) et en Tunisie (88%). La perception que la pollution est un problème social critique est un point de vue minoritaire dans quatre pays seulement : Le Kenya (49%), Maurice (48%), le Zimbabwe (47%) et la Sierra Leone (45%) (Figure 2).

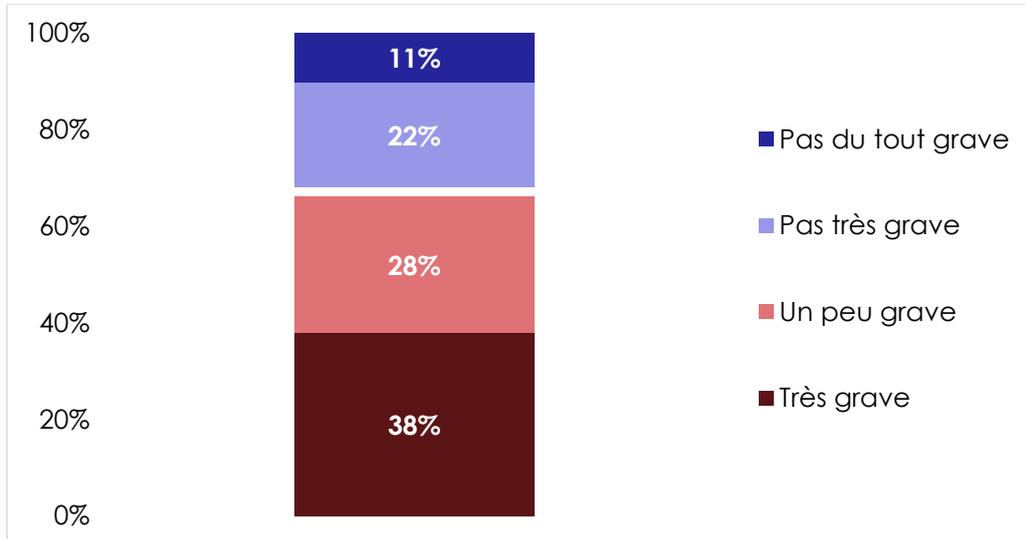
En moyenne, les citadins (72%) sont plus susceptibles de considérer la pollution comme un problème grave que les résidents des zones rurales (61%) (Figure 3). Une proportion légèrement plus importante de jeunes adultes âgés de 18 à 35 ans (67%) et de 36 à 45 ans (66%) considèrent la pollution comme un problème grave, par rapport aux personnes âgées de 56 ans et plus (63%). En outre, les personnes ayant fait des études post-secondaires (70%), ainsi que celles qui connaissent des niveaux plus élevés de pauvreté vécue (70%)<sup>1</sup>, sont plus susceptibles de considérer la pollution de l'environnement comme un problème grave que

---

<sup>1</sup> L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible de cuisson et de revenus en espèces) au cours de l'année écoulée. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

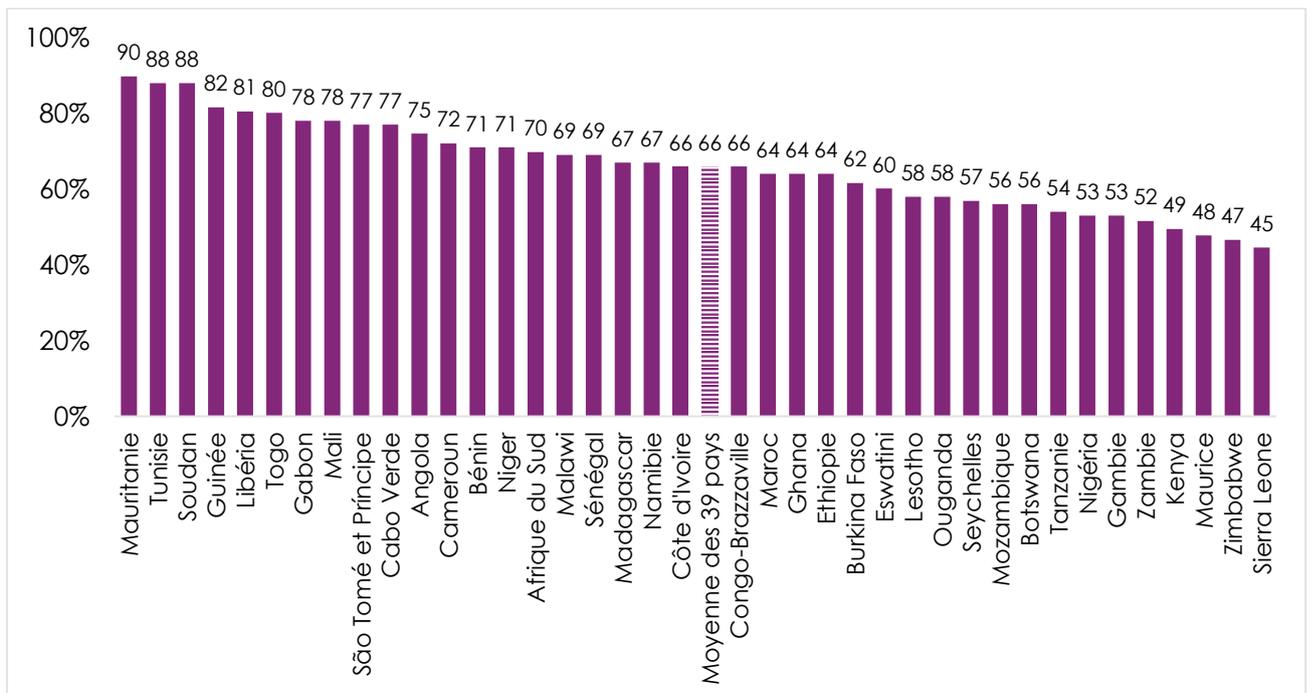
les personnes ayant fait des études primaires ou moins (63%-65%) et que les personnes plus aisées (62%).

**Figure 1 : Ampleur de la pollution dans la communauté | 39 pays | 2021/2023**



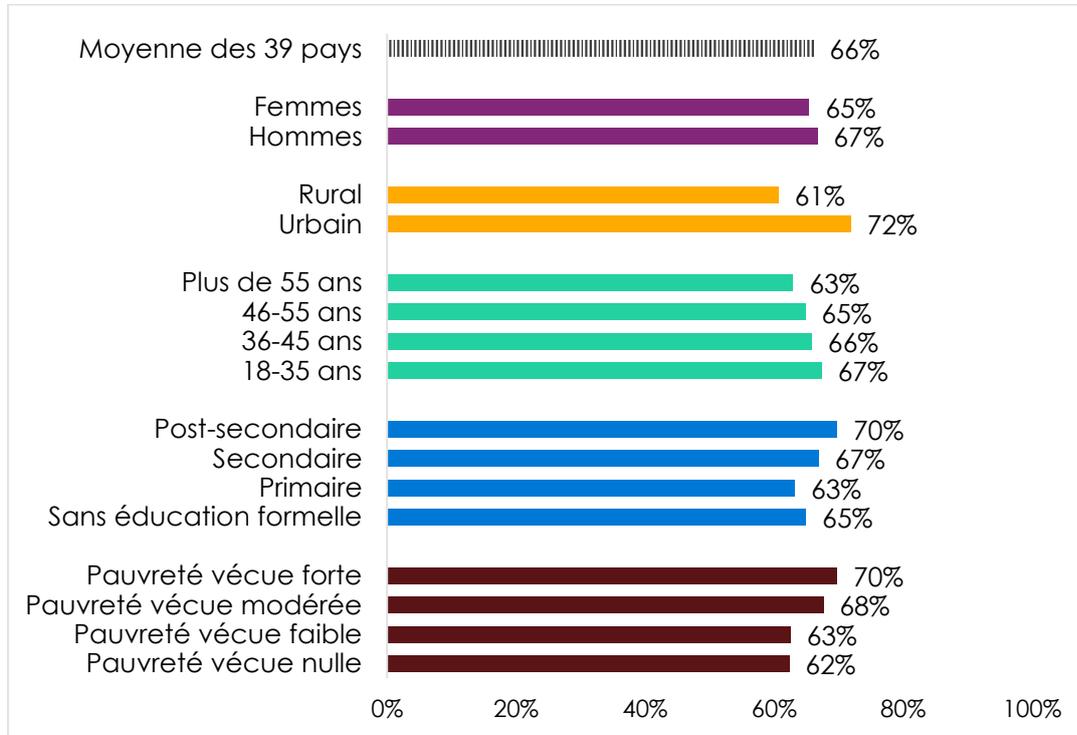
**Question posée aux répondants :** Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?

**Figure 2 : La pollution est un problème grave dans la communauté | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)

**Figure 3 : La pollution est un problème grave dans la communauté | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)*

A la question de savoir ce qu'ils considèrent comme le problème environnemental le plus important dans leur communauté, plus du quart (27%) des répondants mentionnent la gestion des déchets, y compris les déchets plastiques, suivie de la déforestation (19%), la pollution des sources hydriques (17%), les mauvaises conditions sanitaires ou la mauvaise gestion des déchets humains (17%) et la pollution atmosphérique (11%) (Figure 4).

Les populations urbaines et rurales sont confrontées aux problèmes de pollution de façon distincte mais interconnectée. Les problèmes de la gestion des déchets et de l'assainissement sont plus prioritaires dans les zones urbaines que dans les zones rurales (37% contre 18% pour les déchets/plastiques, 21% contre 13% pour l'assainissement). En revanche, la déforestation (28% dans les zones rurales contre 8% dans les zones urbaines) et la pollution des eaux (20% contre 14%) sont les préoccupations les plus dominantes dans les zones rurales.

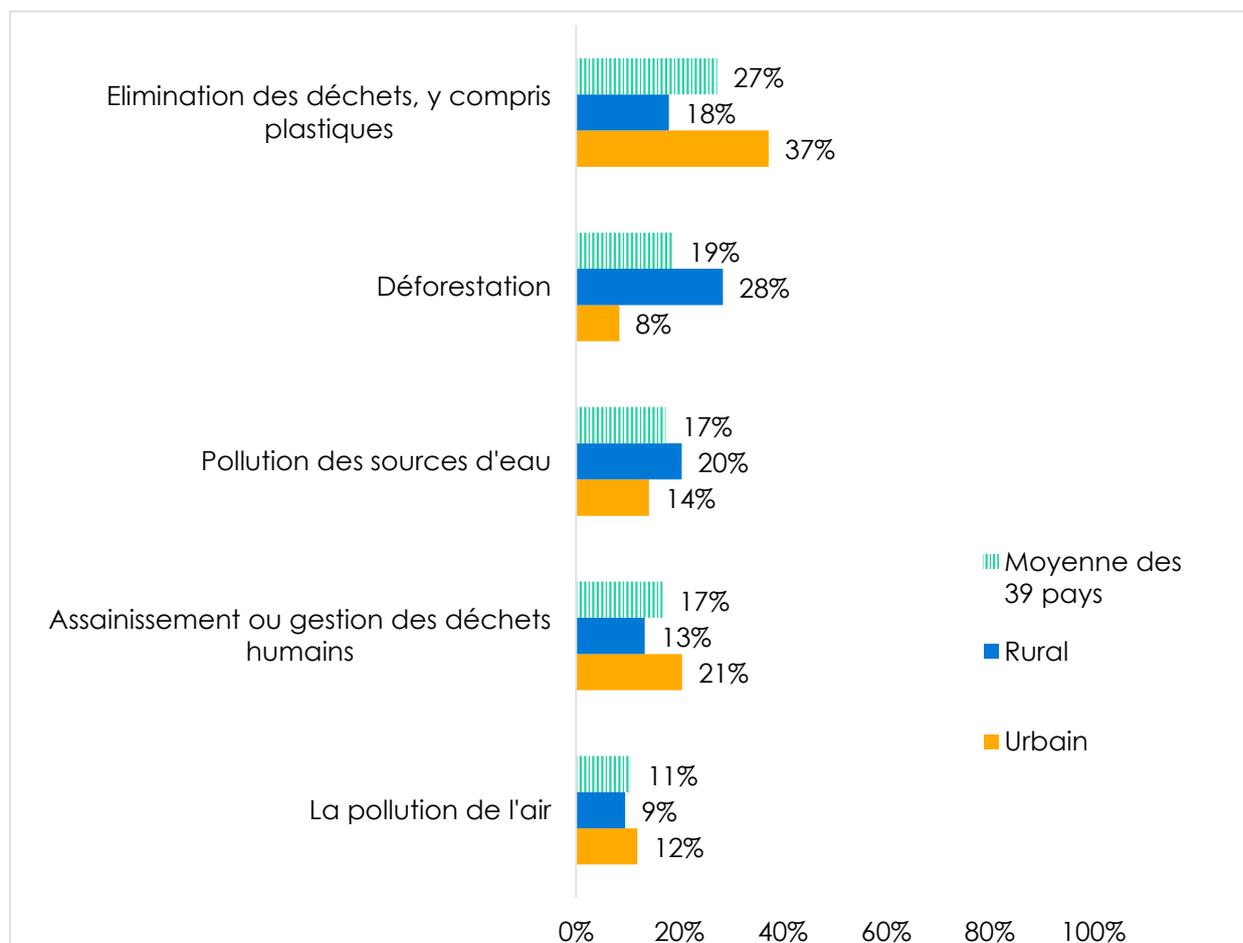
Mais même au sein des zones urbaines et rurales, les problèmes auxquels les gens accordent la priorité diffèrent considérablement en fonction du niveau de revenu (Figure 5). Par exemple, la déforestation, problème prioritaire dans les zones rurales, est beaucoup plus importante pour les pauvres des zones rurales (30%) que pour les personnes plus aisées (17%). Il en va de même pour la pollution des eaux : 25% des ruraux pauvres la considèrent comme la première priorité, contre seulement 15% des habitants plus aisés des zones rurales. Les habitants plus aisés des zones rurales ressemblent davantage à leurs concitoyens citadins en ce sens qu'ils donnent la priorité aux déchets/plastiques (28%) par rapport à d'autres problèmes.

Dans les zones urbaines, les écarts de fortune sont moins prononcés, mais demeurent importants. Les citoyens de tous niveaux de revenus accordent la plus grande priorité aux déchets/plastiques, mais les plus riches (39%) y accordent plus d'importance que les citoyens les plus pauvres (33%). Ceux qui sont moins riches accordent une plus grande priorité à l'assainissement (23% parmi les plus pauvres, 16% parmi les plus aisés) et à la pollution des eaux (17% contre 11%).

La gestion des déchets/plastiques est identifiée comme le problème le plus important dans 20 des 39 pays, cité par deux tiers (67%) des Botswanais (Tableau 1). La déforestation arrive en tête dans 13 autres pays, au premier rang desquels le Malawi (62%). Elle est également une préoccupation majeure dans plusieurs pays du Sahel – dont le Burkina Faso, le Mali et le Niger – dans une région où le désert du Sahara s'est étendu d'environ 10% au cours du siècle dernier (Mulhern, 2021).

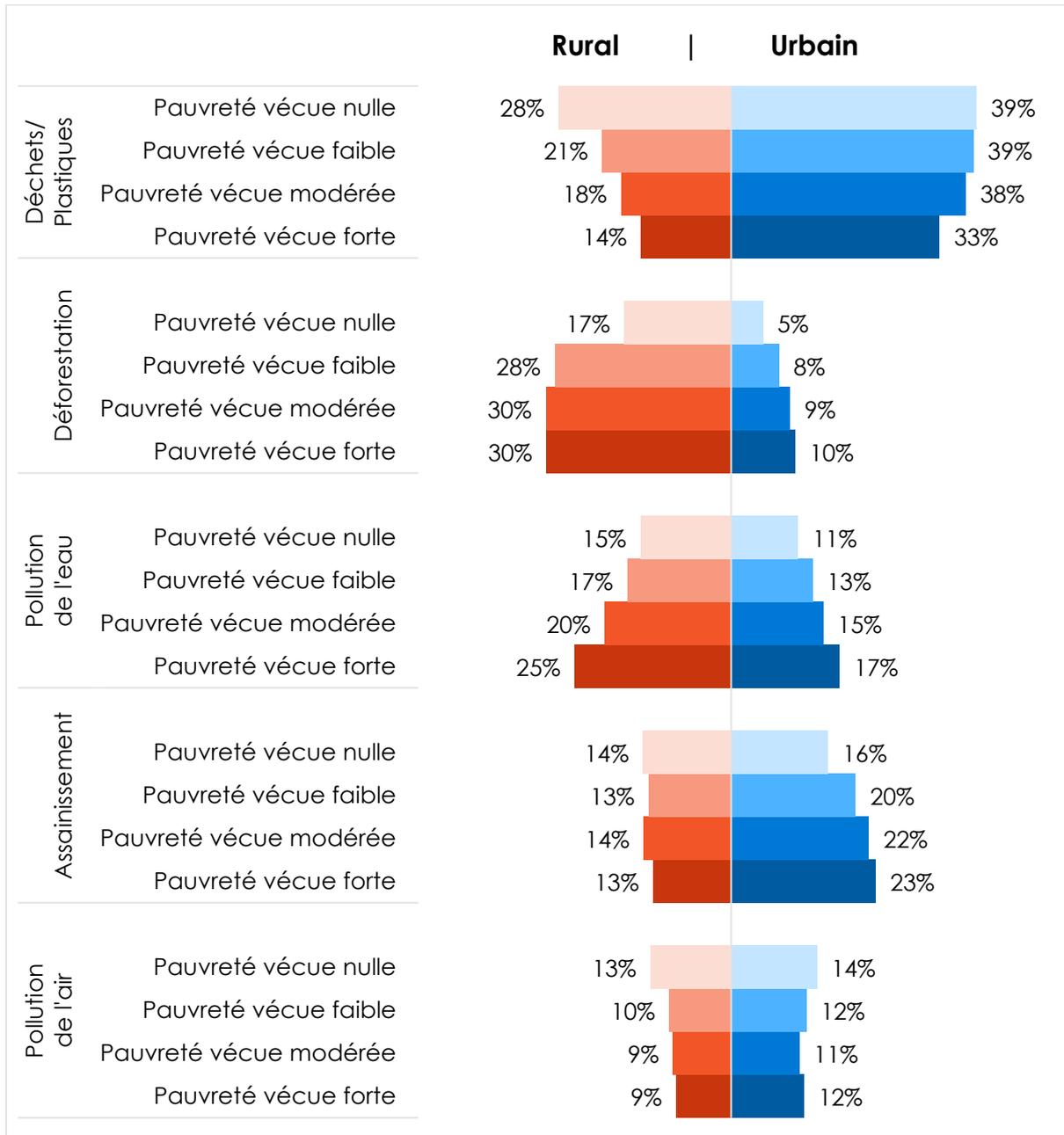
L'assainissement est le problème principal dans cinq pays, cité par 37% des Gabonais, et la pollution des eaux est la première priorité dans trois autres pays, mentionnée par 37% des Soudanais. La pollution atmosphérique est moins prioritaire dans la plupart des pays, bien qu'elle soit la priorité la plus importante au Sénégal (24%).

**Figure 4 : Problème environnemental le plus important dans la communauté**  
 | par milieu de résidence urbain-rural | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?

**Figure 5 : Problème environnemental le plus important dans la communauté** | par milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?

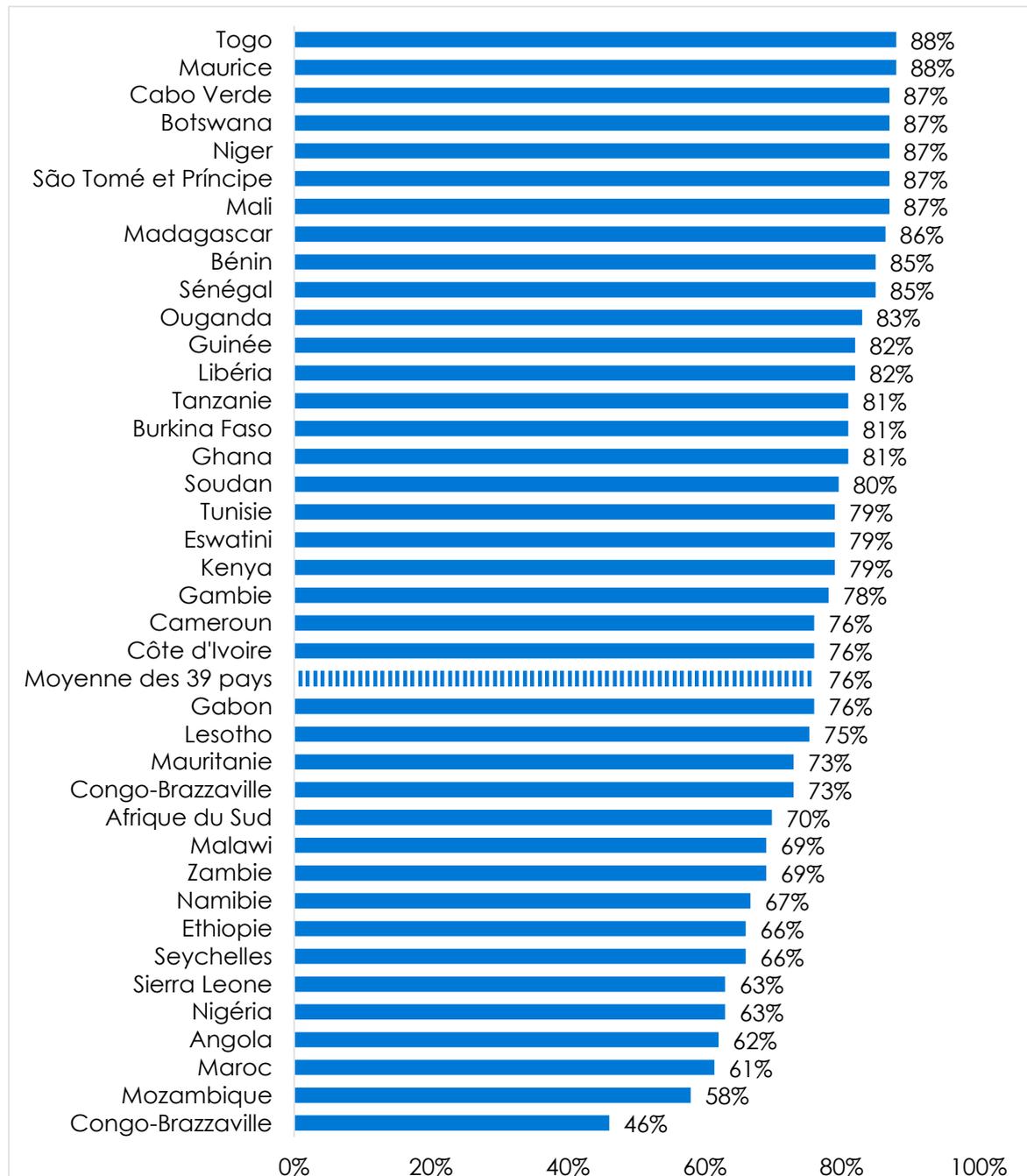
Tableau 1: Le plus important des enjeux environnementaux | 39 pays | 2021/2023

	Gestion des déchets	Déforestation	Pollution des eaux	Assainissement	Pollution atmosphérique
Afrique du Sud	41%	5%	12%	16%	10%
Angola	30%	7%	24%	8%	18%
Bénin	24%	25%	12%	28%	6%
Botswana	67%	7%	4%	9%	6%
Burkina Faso	21%	24%	19%	18%	12%
Cabo Verde	48%	4%	11%	20%	7%
Cameroun	22%	23%	19%	23%	8%
Congo-Brazzaville	22%	21%	19%	20%	15%
Côte d'Ivoire	17%	27%	19%	23%	12%
Eswatini	44%	5%	18%	10%	8%
Ethiopie	10%	28%	24%	24%	7%
Gabon	22%	14%	18%	37%	6%
Gambie	28%	21%	12%	17%	7%
Ghana	31%	11%	16%	26%	6%
Guinée	10%	32%	27%	14%	15%
Kenya	25%	31%	14%	14%	6%
Lesotho	28%	14%	28%	9%	12%
Libéria	31%	6%	15%	28%	16%
Madagascar	11%	40%	25%	10%	8%
Malawi	13%	62%	13%	6%	2%
Mali	17%	32%	23%	10%	15%
Maroc	14%	3%	16%	30%	22%
Mauritanie	20%	6%	27%	26%	19%
Maurice	45%	2%	10%	6%	18%
Mozambique	17%	24%	20%	12%	13%
Namibie	29%	19%	10%	17%	12%
Niger	18%	36%	12%	16%	10%
Nigéria	27%	6%	15%	26%	10%
Ouganda	22%	48%	11%	10%	5%
São Tomé et Príncipe	45%	8%	20%	14%	7%
Sénégal	19%	15%	18%	15%	24%
Seychelles	55%	3%	5%	5%	8%
Sierra Leone	22%	14%	18%	30%	5%
Soudan	13%	3%	37%	23%	22%
Tanzanie	33%	33%	13%	8%	4%
Togo	28%	23%	15%	19%	14%
Tunisie	38%	4%	25%	14%	11%
Zambie	29%	24%	17%	6%	8%
Zimbabwe	30%	23%	16%	10%	2%
<b>Moyenne des 39 pays</b>	<b>27%</b>	<b>19%</b>	<b>17%</b>	<b>17%</b>	<b>11%</b>
	<b>Enjeu le plus prioritaire</b>		<b>Second</b>	<b>Troisième</b>	

**Question posée aux répondants :** Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?

La priorité accordée à la gestion des déchets et aux déchets plastiques se trouve renforcée par le fait que trois quarts (76%) des Africains considèrent les sacs plastiques comme une source majeure de pollution dans leur pays (Figure 6). Plus de 85% sont de cet avis au Togo (88%), à Maurice (88%), au Cabo Verde (87%), au Botswana (87%), au Niger (87%), à São Tomé et Príncipe (87%), au Mali (87%) et à Madagascar (86%). Le Congo-Brazzaville (46%) est le seul pays où cette préoccupation n'est pas majoritaire.

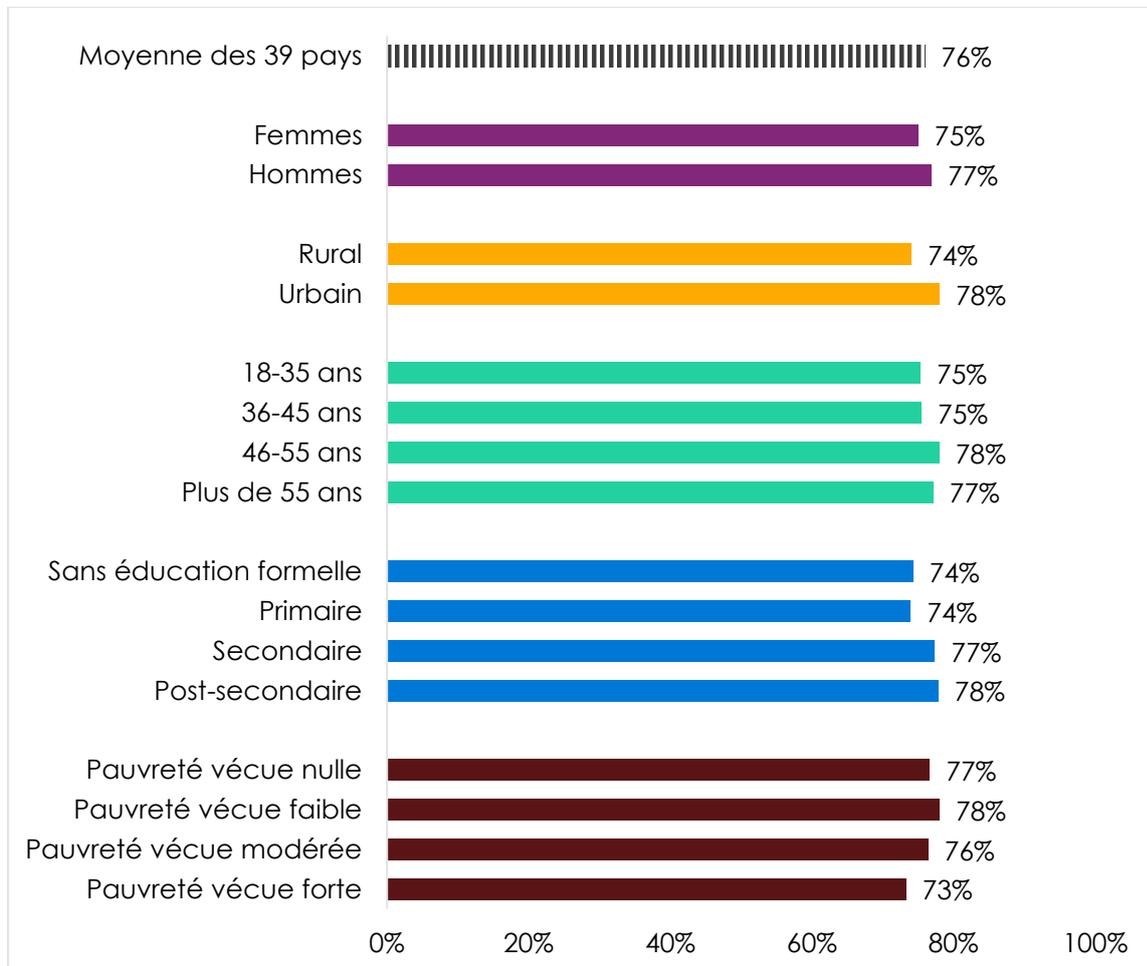
**Figure 6 : Sacs plastiques sont source majeure de pollution | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

De fortes majorités partagent ce point de vue dans tous les groupes démographiques (Figure 7).

**Figure 7 : Sacs plastiques sont source majeure de pollution** | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



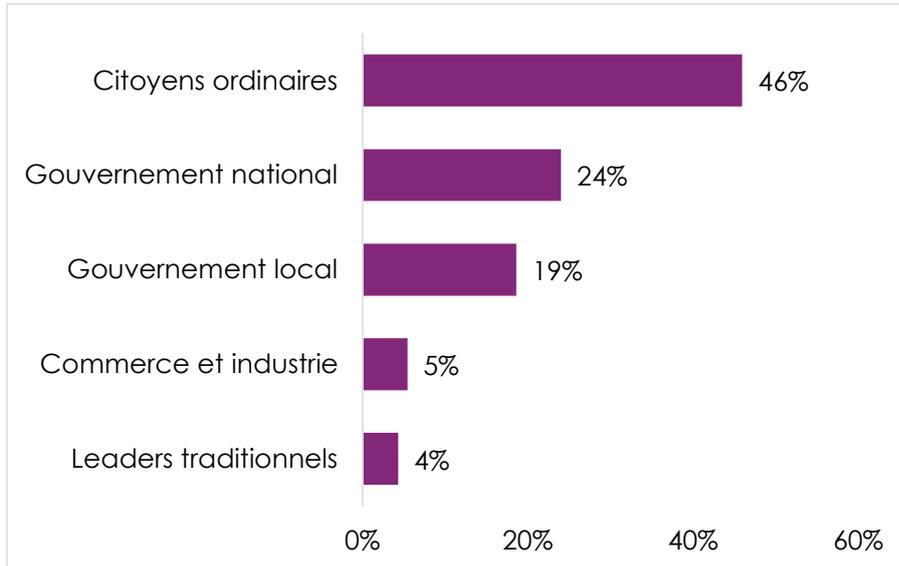
**Question posée posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

### De la protection de l'environnement

En moyenne, les Africains sont relativement divisés sur la question de savoir qui est le premier responsable de la lutte contre la pollution et la préservation de la propreté de leurs communautés. Presque la moitié d'entre eux estiment que les efforts de lutte contre la pollution de l'environnement devraient être déployés par les citoyens ordinaires (46%), mais presque autant (43%) attribuent ce rôle au gouvernement, qu'il s'agisse du gouvernement national (24%) ou des autorités locales (19%) (Figure 8). Seulement 5% pensent que les entreprises et industries devraient jouer un rôle de premier plan, et les chefs traditionnels (4%) ne sont pas non plus considérés comme des acteurs clés dans ce domaine.

**Figure 8 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution ?**

| 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?

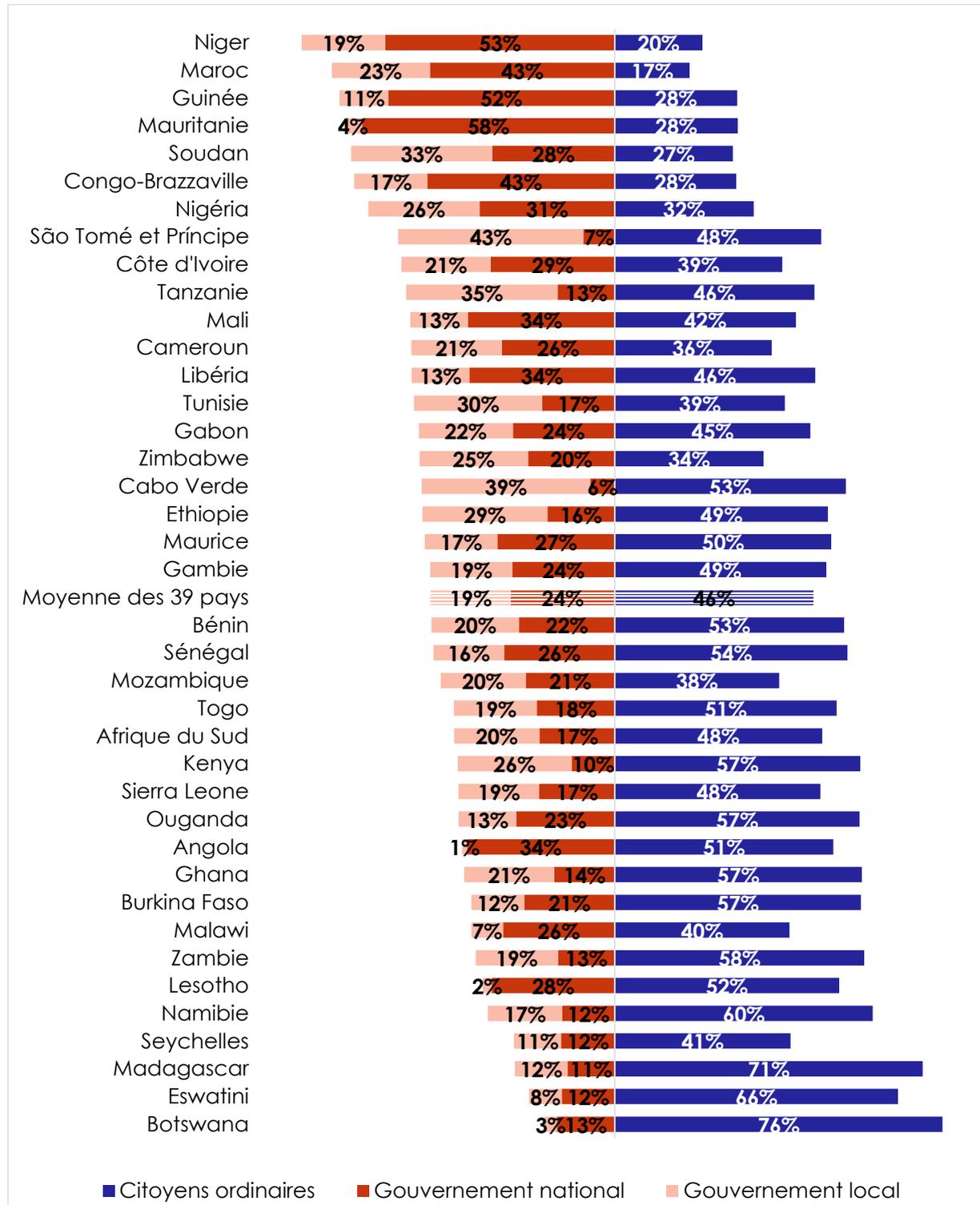
Mais d'un pays à l'autre, les citoyens ont des points de vue très variés sur la responsabilité de la protection de leur environnement local (Figure 9). Trois quarts (76%) des Botswanais se chargeraient eux-mêmes de cette tâche, tandis que 16% seulement se tourneraient vers les gouvernements locaux (3%) ou centraux (13%). En revanche, les Marocains (17% de citoyens, 65% de gouvernements) et les Nigériens (20% de citoyens, 72% de gouvernements) sont beaucoup plus susceptibles de faire porter le fardeau de la responsabilité à leurs gouvernements.

Ce n'est qu'aux Seychelles (21%), au Maroc (12%) et en Tunisie (12%) que plus d'une personne sur 10 désignent les entreprises et industries comme responsables, et les chefs traditionnels ne dépassent 10% qu'au Malawi (21%), en Sierra Leone (14%), au Lesotho (13%) et au Mozambique (10%) (non illustré).

Malheureusement, une petite majorité (52%) de répondants ne pensent pas que leur gouvernement soit efficace dans la gestion des problèmes de pollution et de protection de l'environnement, contre seulement 40% qui émettent un avis positif. D'une part, de grandes majorités en Tanzanie (82%), aux Seychelles (70%) et en Ethiopie (69%) déclarent que leurs gouvernements sont efficaces dans ce domaine, mais moins d'un sur cinq sont de cet avis au Lesotho (19%), au Libéria (17%), en Tunisie (15%) et au Soudan (10%) (Figure 10).

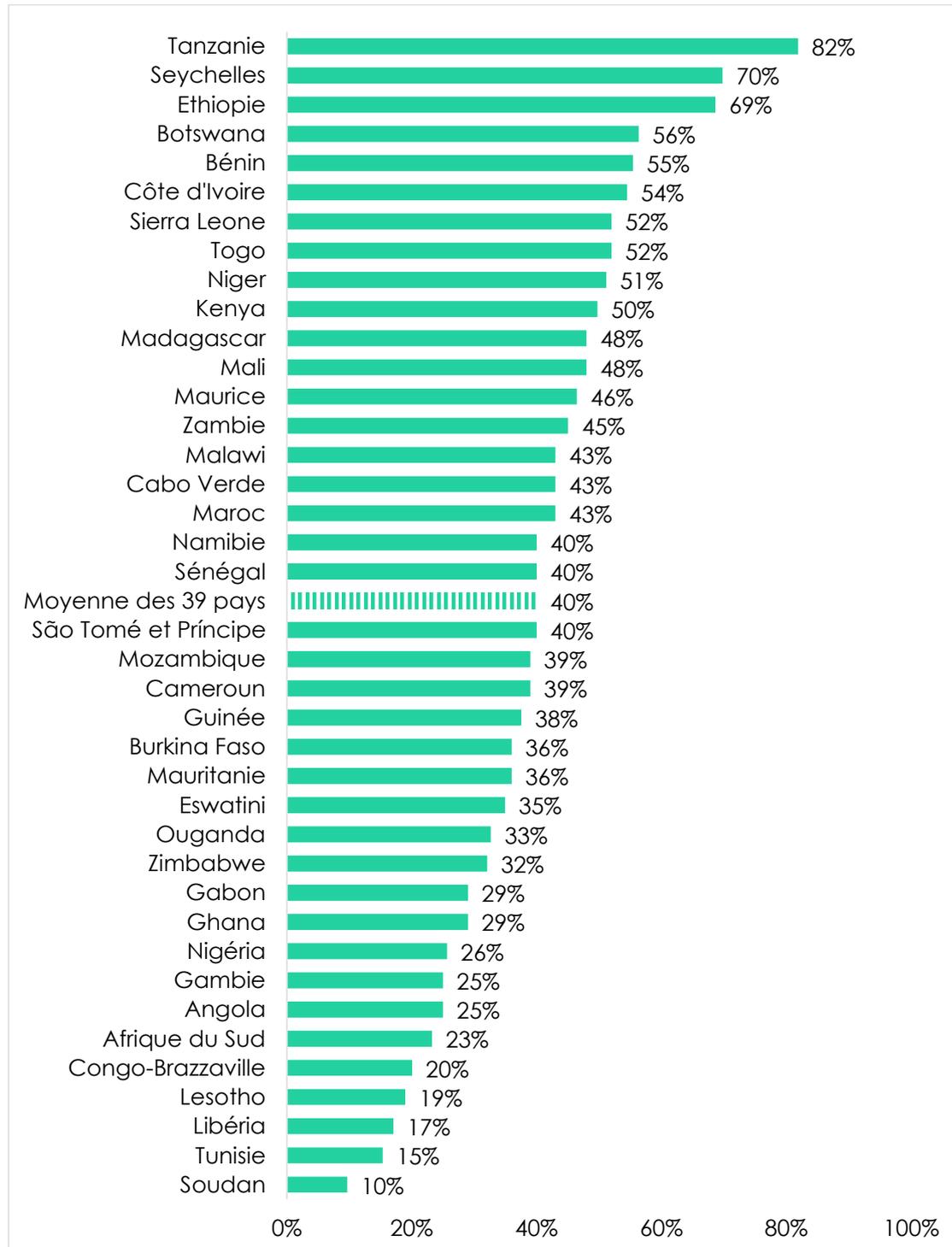
Nous n'observons que des disparités mineures dans la performance gouvernementale en fonction du sexe, du lieu de résidence (urbain ou rural) et de l'âge (Figure 11). Il existe toutefois un écart notable entre les personnes en situation de grande pauvreté et celles qui jouissent des plus grandes richesses : Les personnes les plus pauvres sont nettement plus susceptibles en effet d'attribuer à leur gouvernement une mention négative sur la performance environnementale (59%) que celles qui jouissent d'une plus grande stabilité financière (45%). En outre, les personnes ayant un niveau d'instruction plus élevé sont beaucoup plus susceptibles d'évaluer négativement la performance gouvernementale en matière de gouvernance environnementale.

**Figure 9 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution ? | 39 pays**  
 | 2021/2023



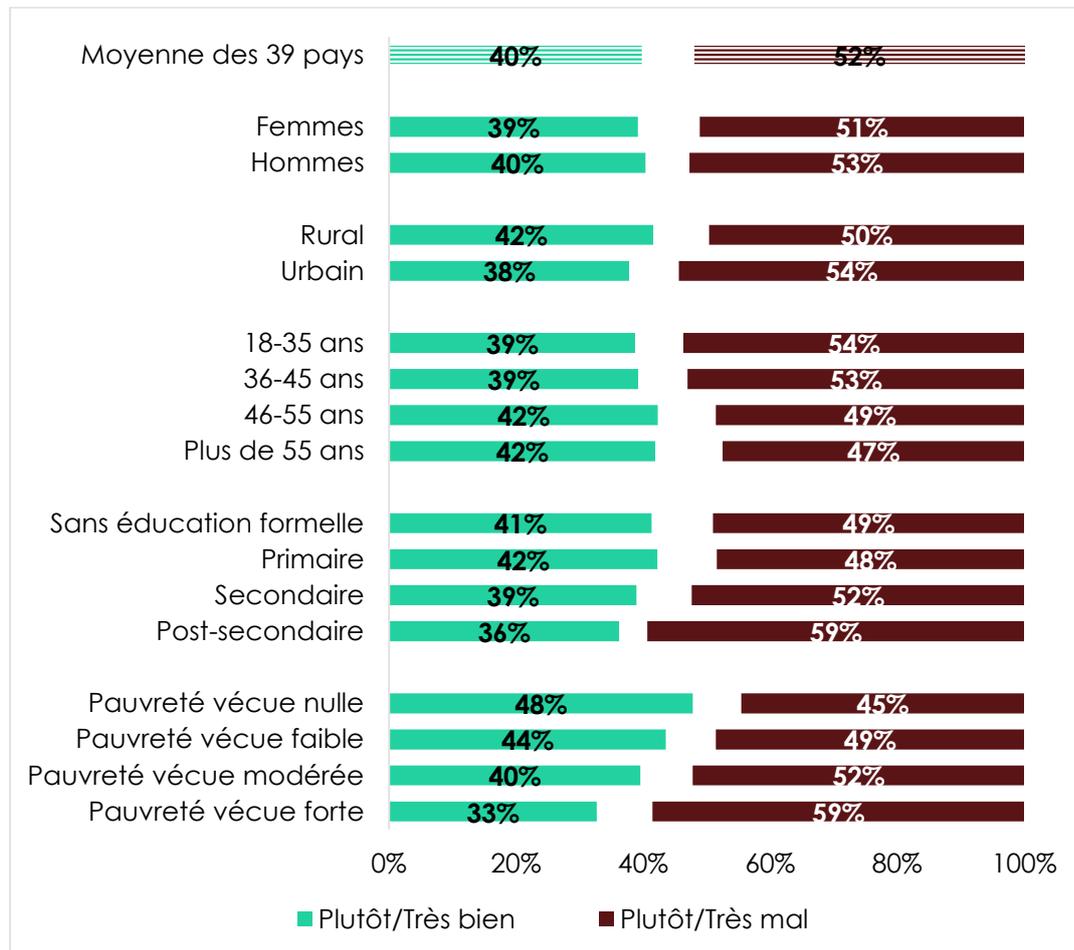
**Question posée aux répondants :** A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?

**Figure 10 : Bonne performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

**Figure 11 : Performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement** | par groupe démographique | 39 pays  
 | 2021/2023



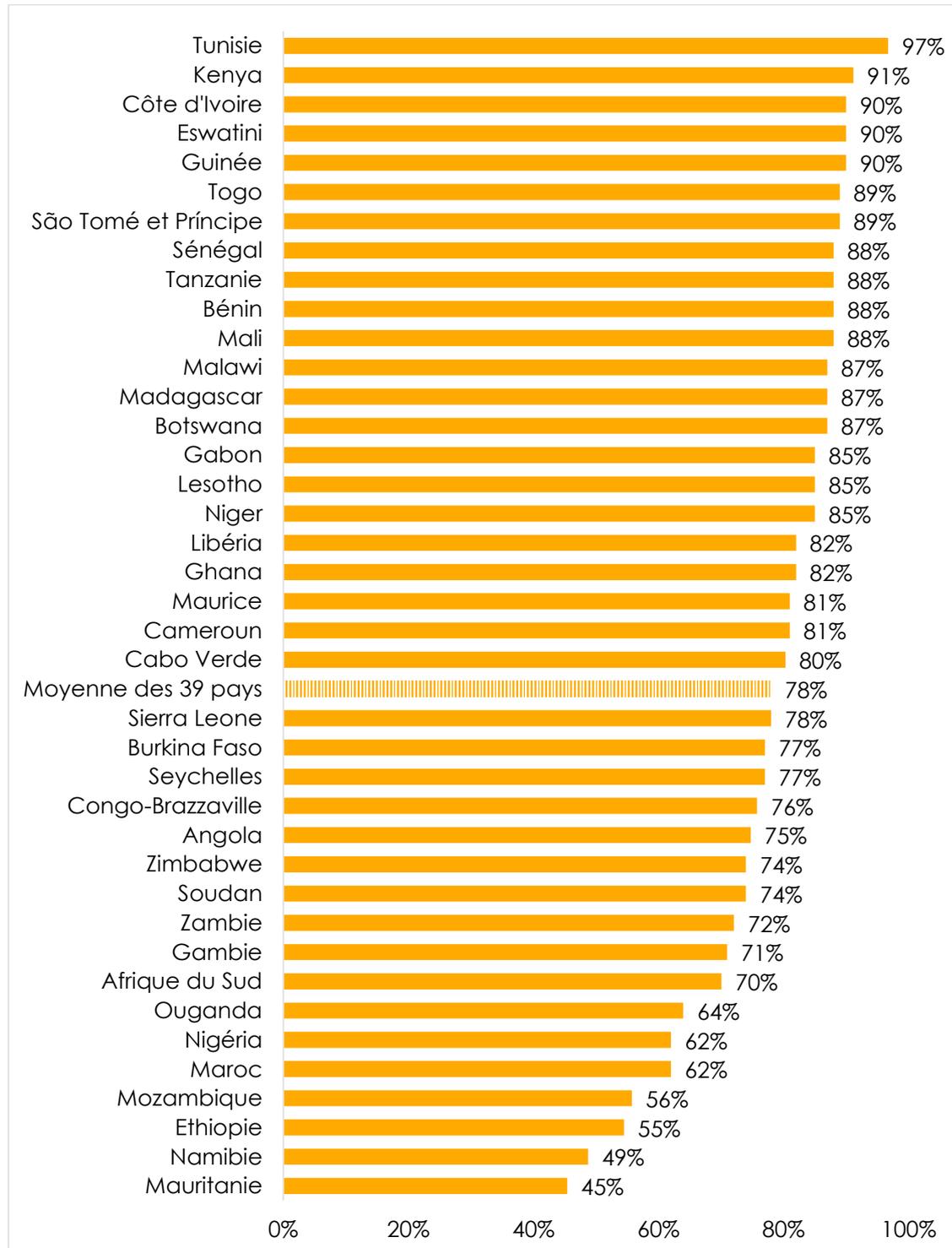
**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Etant donné que la pollution et la dégradation de l'environnement sont largement perçues comme des problèmes graves dans de nombreuses communautés, les Africains demandent clairement à leurs gouvernements d'en faire plus pour résoudre ces problèmes. Une majorité écrasante (78%) de répondants souhaitent que leurs gouvernements en fassent davantage pour limiter la pollution de l'environnement.

Ce sentiment est presque universel en Tunisie (97%) et atteint 90% ou plus au Kenya (91%), en Côte d'Ivoire (90%), en Eswatini (90%) et en Guinée (90%) (Figure 12). Les seuls pays où cette position n'est pas majoritaire sont la Namibie (49%) et la Mauritanie (45%).

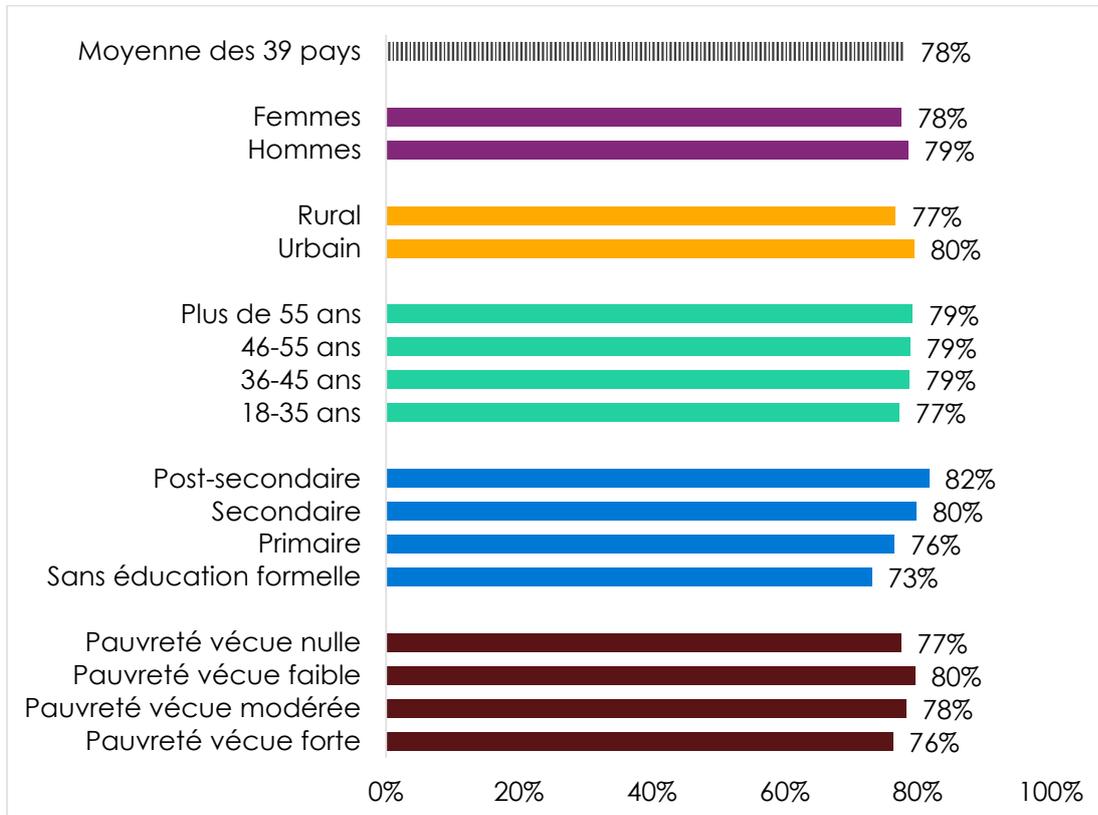
Les disparités démographiques sont pour la plupart assez faibles, bien que les personnes ayant fait des études supérieures soient nettement plus susceptibles de vouloir que le gouvernement en fasse plus pour lutter contre la pollution (82%) que celles qui n'ont pas fait d'études (73%) (Figure 13).

**Figure 12 : Le gouvernement devrait-il faire davantage pour limiter la pollution et protéger l'environnement** | 39 pays | 2021//2023



**Question posée aux répondants :** A votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays? (% qui disent « un peu plus » ou « beaucoup plus »)

**Figure 13 : Le gouvernement devrait faire plus pour limiter la pollution et protéger l'environnement** | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** A votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays? (% qui disent « un peu plus » ou « beaucoup plus »)

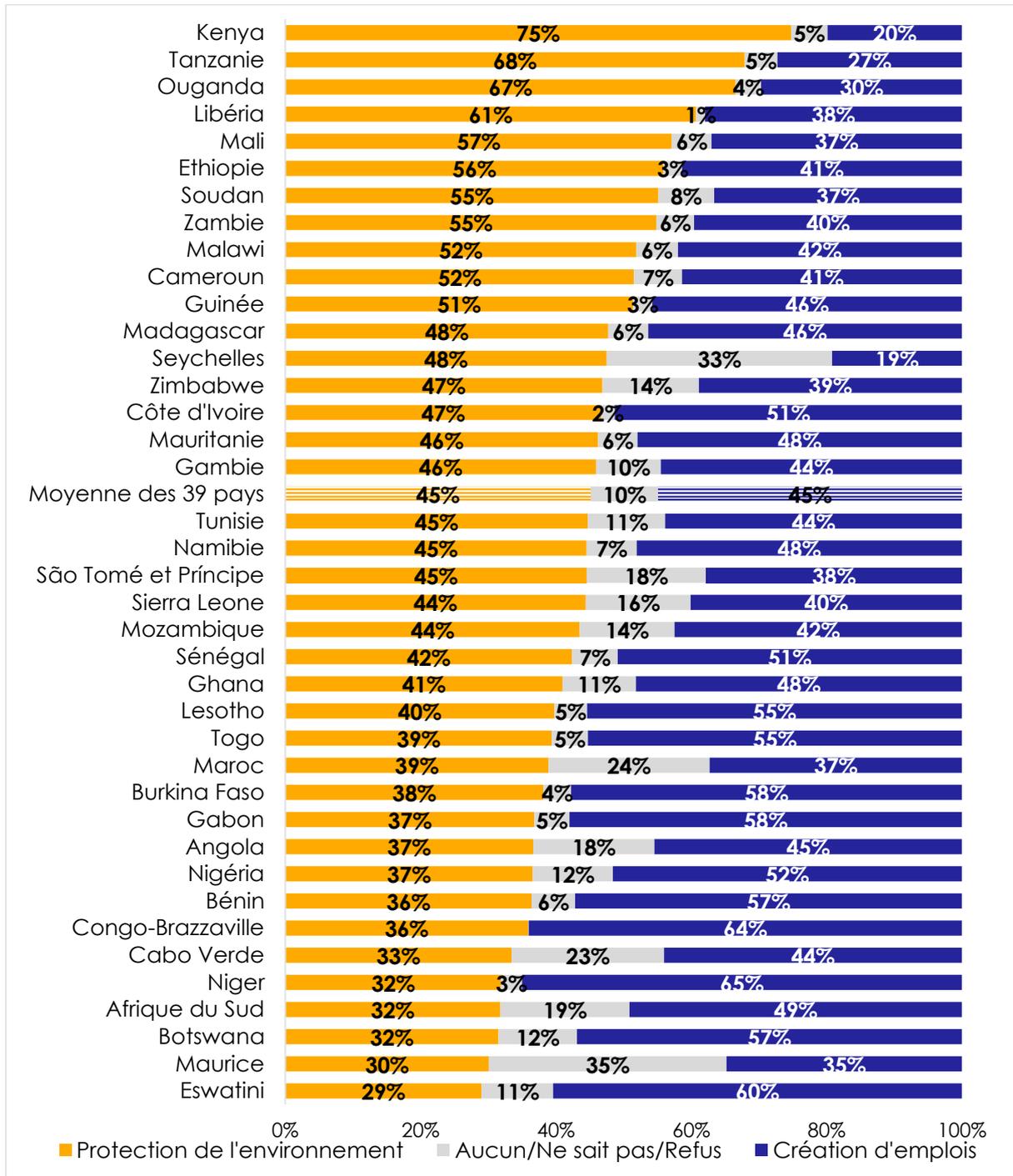
L'objectif de protection de l'environnement fait parfois l'objet d'un conflit avec les efforts visant à maximiser la croissance économique ou la création d'emplois. De plus en plus de preuves suggèrent que si certains secteurs peuvent perdre des emplois en raison de protections environnementales plus fortes à court terme, les politiques vertes peuvent également être une source d'emplois et de croissance (Organisation Internationale du Travail, 2018). Mais ces avantages à long terme ne sont pas toujours ressentis dans les communautés locales où des emplois peuvent être perdus.

Le chômage est un problème politique majeur dans de nombreux pays africains, en particulier chez les jeunes (Ben Saad & Logan, 2024). Et comme l'illustrent les manifestations anti-galamsey au Ghana, ceux qui sont déterminés à protéger l'environnement peuvent parfois se retrouver directement opposés à des personnes qui ont désespérément besoin d'un emploi et d'un revenu.

Comment les citoyens peuvent-ils donc donner la priorité à l'action environnementale de leurs gouvernements en cas de compromis difficiles entre ces objectifs ?

La nature difficile de ces questions se reflète dans le fait que les citoyens sont également divisés sur ce sujet : A travers 39 pays, 45% des répondants sont favorables à la protection de l'environnement même si cela coûte des emplois, tandis qu'une proportion égale (45%) de répondants estiment que le gouvernement devrait donner la priorité à la création d'emplois, même si cela se fait au détriment de la protection de l'environnement (Figure 14).

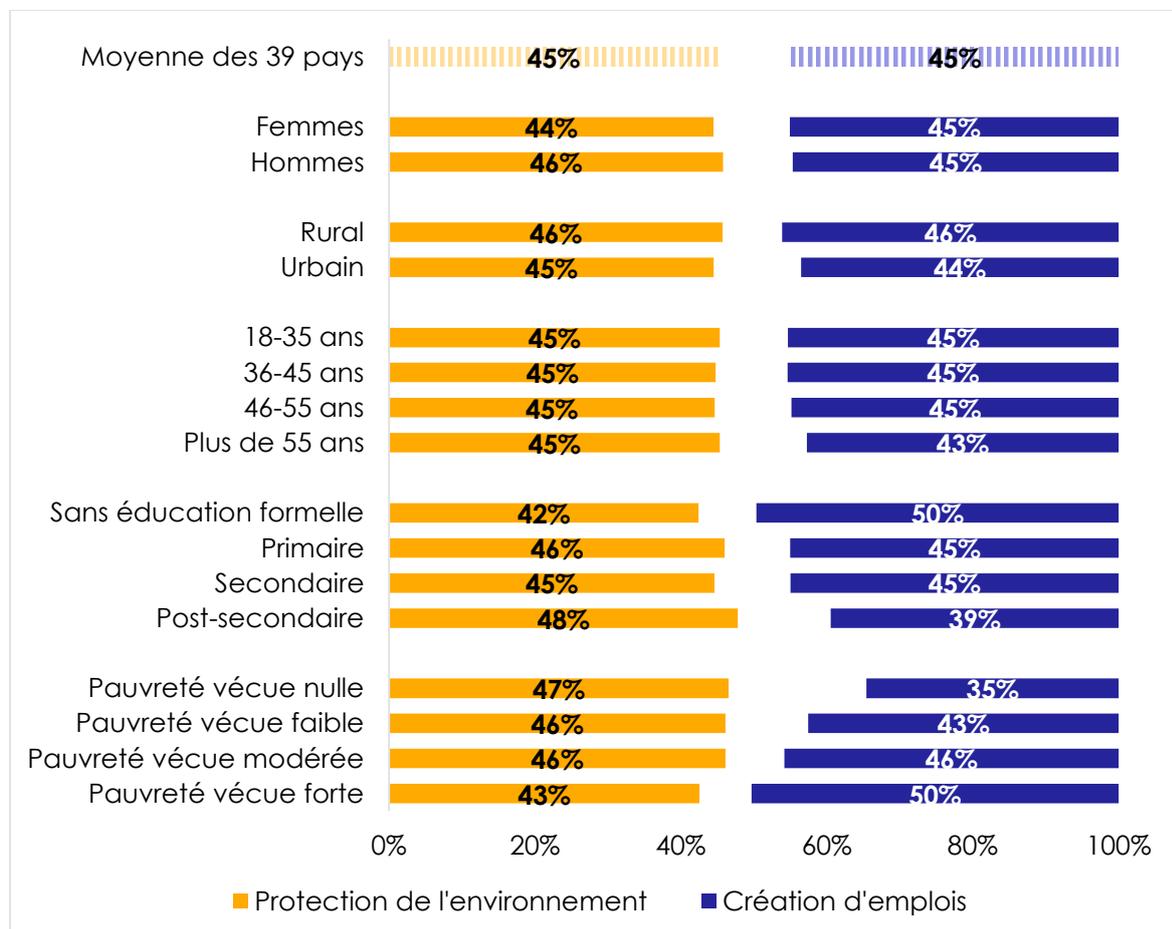
**Figure 14 : Le gouvernement devrait-il donner la priorité à l'emploi ou à l'environnement ? | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.  
 Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.  
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Une majorité de répondants au Kenya (75%), en Tanzanie (68%), en Ouganda (67%) et au Libéria (61%) pensent que le gouvernement devrait donner la priorité à la protection de l'environnement. En revanche, les répondants du Niger (65%), du Congo-Brazzaville (64%) et de l'Eswatini (60%) préfèrent nettement la création d'emplois à la protection de l'environnement. Au Ghana, 48% des répondants sont favorables à la création d'emplois, tandis que 41% sont favorables à la protection de l'environnement. Au niveau individuel, les personnes les moins instruites sont nettement plus susceptibles de privilégier l'emploi (50%) que les plus instruites (39%), tout comme celles qui sont confrontées à davantage d'insécurité économique (50%) par rapport à celles qui sont plus aisées (35%) (Figure 15). Cependant, même parmi les plus pauvres, une minorité non négligeable de répondants (43%) accordent toujours la priorité à la protection de l'environnement, ce qui souligne l'inquiétude généralisée que suscite cette question.

**Figure 15 : Le gouvernement devrait-il donner la priorité à l'emploi ou à l'environnement ?** | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

**Affirmation 1 :** Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.

**Affirmation 2 :** Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

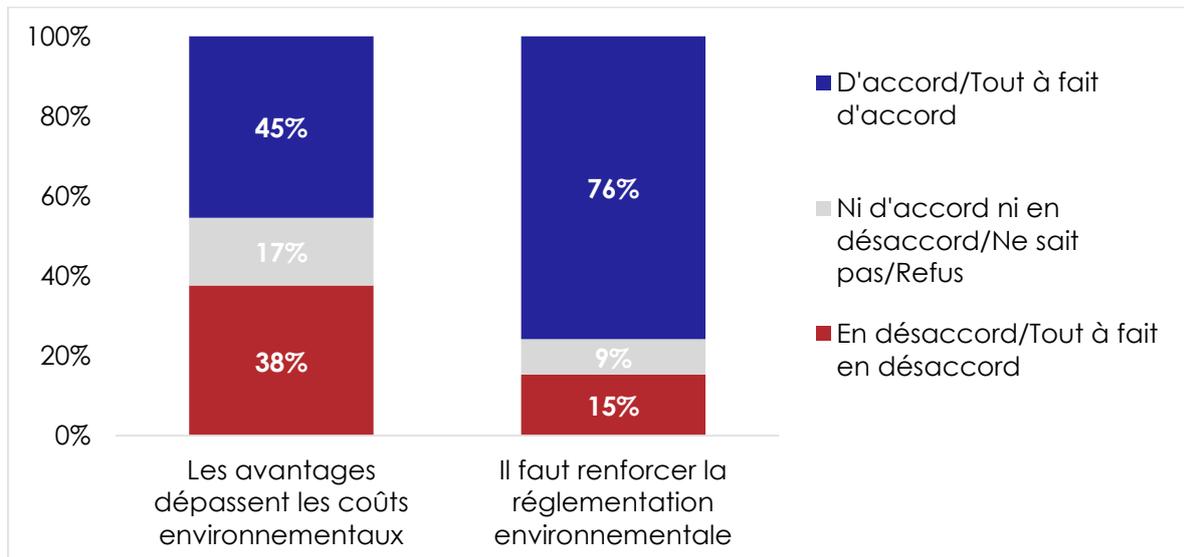
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## De l'extraction des ressources naturelles

Comme nous l'avons vu, l'extraction des ressources naturelles représente un domaine particulièrement complexe en matière de politique et de pratique. Elle peut être une source vitale de revenus et d'emplois, mais aussi une source majeure de dégradation de l'environnement, en particulier dans les communautés voisines, tout en soulevant des questions cruciales sur les bénéficiaires et la manière dont les revenus sont distribués.

Il n'est donc peut-être pas surprenant qu'il s'agisse d'un domaine dans lequel les Africains sont très divisés sur de nombreuses questions, et dans lequel de nombreuses personnes éprouvent des difficultés à prendre position. Cela se révèle tout d'abord dans l'évaluation des avantages et des inconvénients de l'extraction des ressources. Si 45% d'Africains pensent que les avantages de l'extraction des ressources l'emportent sur les inconvénients, 38% considèrent que les inconvénients dépassent les avantages, tandis que 17% ne veulent pas ou ne peuvent pas prendre position sur cette question (Figure 16).

**Figure 16 : Extraction des ressources naturelles : Coûts vs. bénéfiques, et réglementation**  
 | 39 pays | 2021/2023



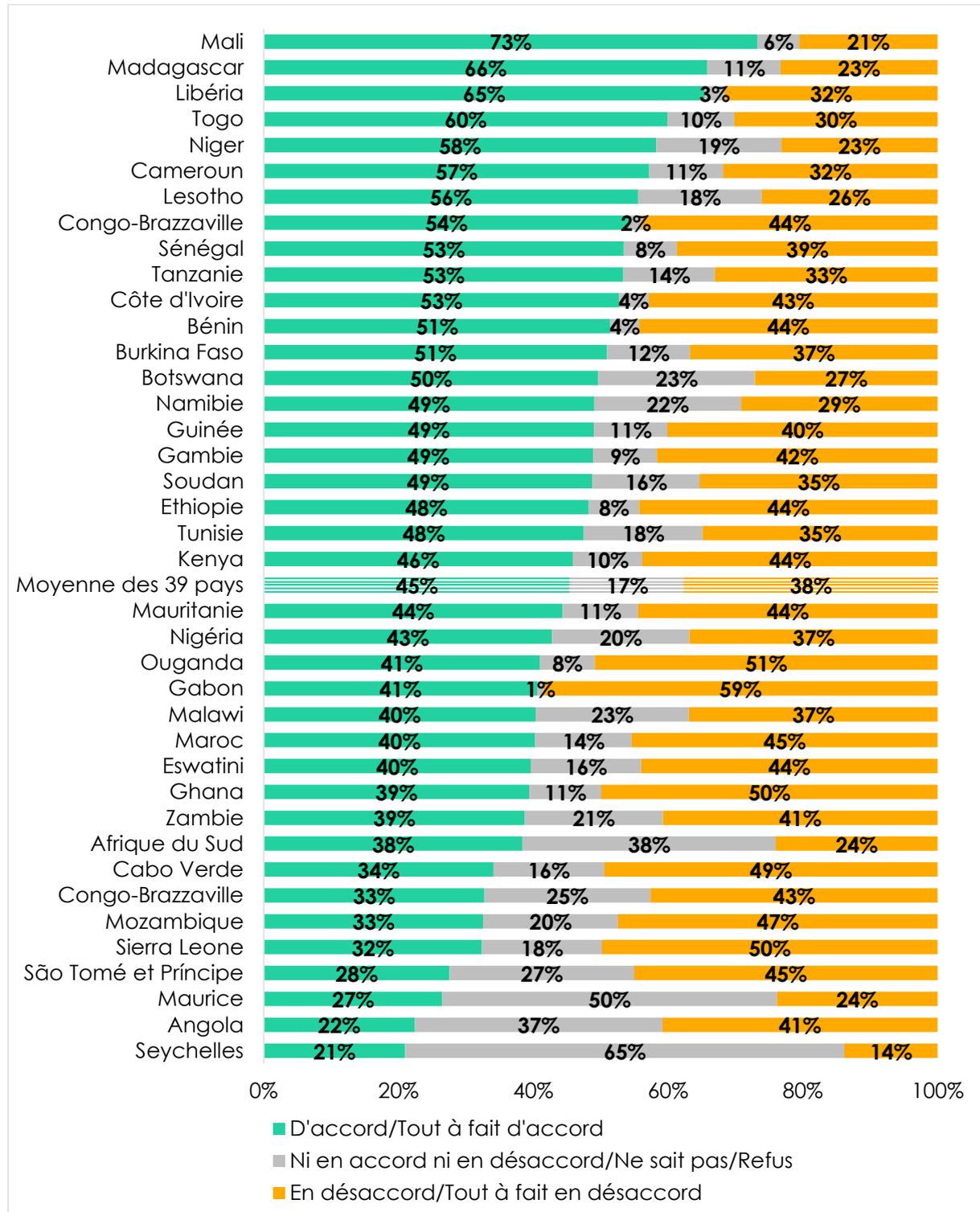
**Questions posées aux répondants :** L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

*En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution ?*

*Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement ?*

Dans quelques pays, de fortes majorités sont convaincues des avantages de l'extraction des ressources, notamment au Mali (73%), à Madagascar (66%), au Libéria (65%) et au Togo (60%) (Figure 17). Des majorités plus petites soutiennent ce point de vue dans neuf autres pays. Mais aux Seychelles (21%) et en Angola (22%), moins du quart des personnes sont convaincues des avantages de l'extraction. En fait, des majorités considèrent que les inconvénients l'emportent sur les avantages au Gabon (59% d'inconvénients contre 41% d'avantages) et en Ouganda (51% contre 41%), de même que la moitié des Ghanéens (50% contre 39%) et des Sierra-Léonais (50% contre 32%), et des majorités dans sept autres pays.

**Figure 17 : Extraction des ressources naturelles : Coûts vs. bénéfiques** | 39 pays  
 | 2021/2023



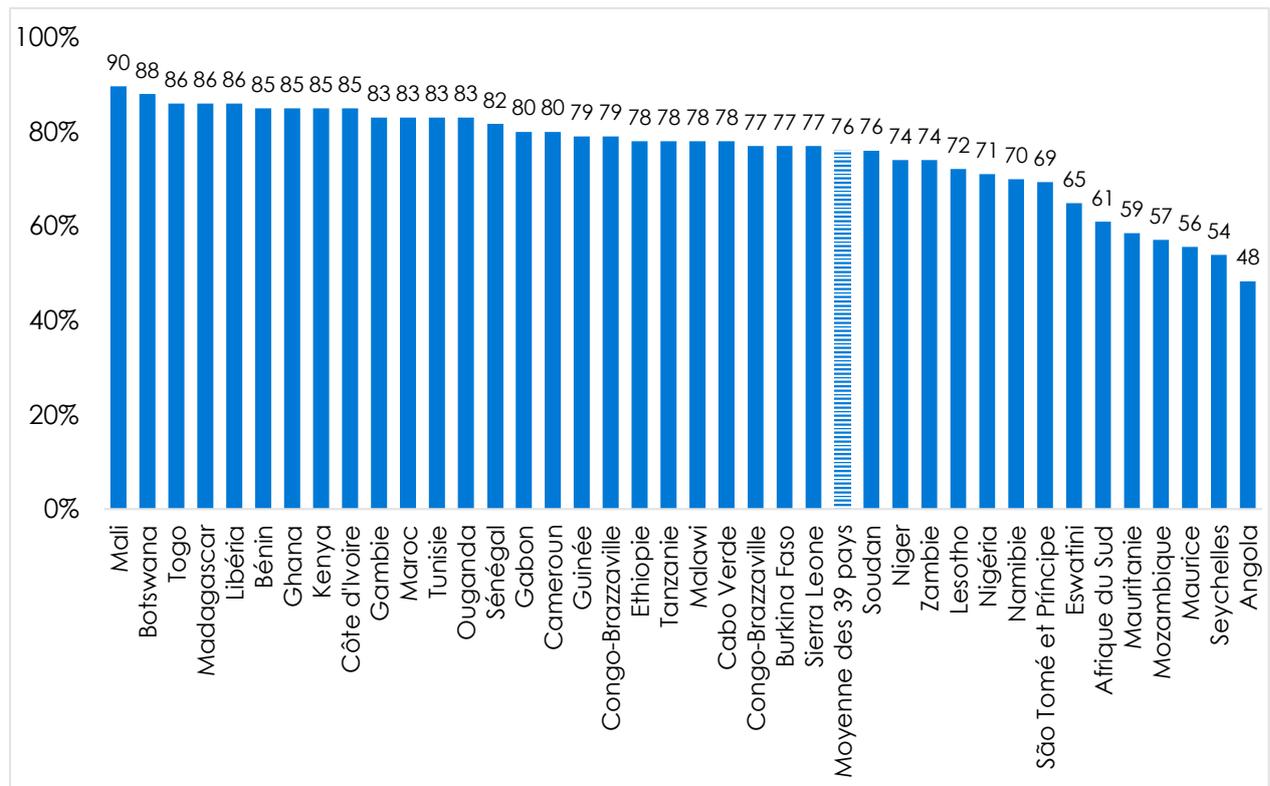
**Question posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution ?

Il convient également de noter la proportion importante des citoyens qui sont indécis sur cette question complexe : Une proportion inhabituellement élevée (17%) d'Africains déclarent n'être d'accord avec aucune des deux positions (6%), ne pas savoir (10%), ou ont refusé de répondre (moins de 0,5%). Plus d'un tiers des répondants n'ont pas donné d'opinion aux Seychelles (65%), à Maurice (50%), en Afrique du Sud (38%) et en Angola (37%), ce qui témoigne de la difficulté des compromis à faire.

En dépit de ces opinions mitigées quant aux avantages et aux inconvénients, l'appel populaire en faveur d'une action gouvernementale sur cette question est néanmoins très clair : Une majorité écrasante (76%) d'Africains souhaitent que leurs gouvernements mettent en œuvre des réglementations plus strictes en matière d'exploitation des ressources naturelles. Ce sentiment reflète à la fois le souci généralisé de l'environnement et les dommages naturels et sociaux causés par l'exploitation incontrôlée des ressources, ainsi que la reconnaissance du fait que ces dommages pourraient être atténués par des mesures de protection gouvernementales plus strictes.

Trois quarts ou plus des citoyens sont favorables à un renforcement de la législation sur l'exploitation des ressources dans 26 des 39 pays, en tête desquels le Mali (90%) et le Botswana (88%) (Figure 18). Cette opinion est majoritaire dans tous les pays à l'exception de l'Angola, où une proportion importante de citoyens (48%) sont favorables à un contrôle plus strict de la part des pouvoirs publics.

**Figure 18 : Demande d'une réglementation plus stricte de l'extraction des ressources naturelles | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

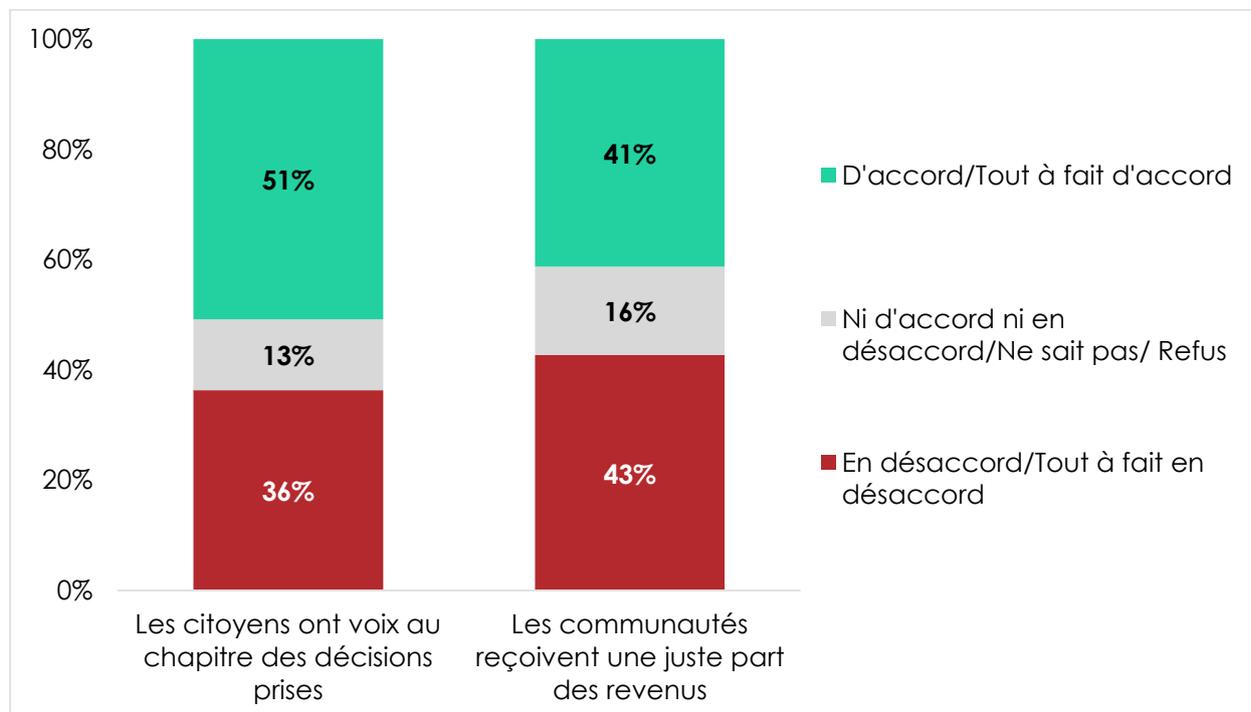
Les écarts démographiques sur ces deux questions sont généralement très modestes. La plus grande différence en ce qui concerne la régulation de l'extraction des ressources se situe entre ceux qui n'ont pas reçu d'éducation formelle ou qui n'ont reçu qu'une éducation primaire (74% en faveur d'une plus grande régulation) et ceux qui ont reçu une éducation post-secondaire (80%).

De nombreux Africains s'inquiètent toutefois de ne pas avoir leur mot à dire dans la planification et l'élaboration des politiques relatives à l'extraction des ressources. Dans l'ensemble, une faible majorité (51%) d'Africains pensent que les citoyens ont leur mot à dire dans la prise de décision concernant l'extraction des ressources naturelles à proximité de leur communauté, mais plus du tiers (36%) ne sont pas d'accord, et 13% ne sont pas sûrs (Figure 19).

Dans plusieurs pays, les citoyens semblent convaincus de leur influence : Plus de trois quarts d'entre eux déclarent que les citoyens ont réellement leur mot à dire au Botswana (77%), au Mali (79%) et à Madagascar (87%) (Figure 20). Mais cette position est minoritaire dans 20 des 39 pays, et moins de trois citoyens sur 10 sont d'accord au Maroc (28%) et en Angola (24%).

Les Africains sont beaucoup moins convaincus que les revenus de l'extraction des ressources sont répartis équitablement : Une pluralité de 43% ne croient pas que les communautés reçoivent une part équitable, contre 41% qui pensent que c'est le cas. Mais, soulignant à nouveau le sentiment d'incertitude de beaucoup sur ces questions, environ un sur six répondants (16%) ne sont pas sûr (Figure 21).

**Figure 19 : Extraction des ressources naturelles : Engagement de la communauté**  
 | 39 pays | 2021/2023

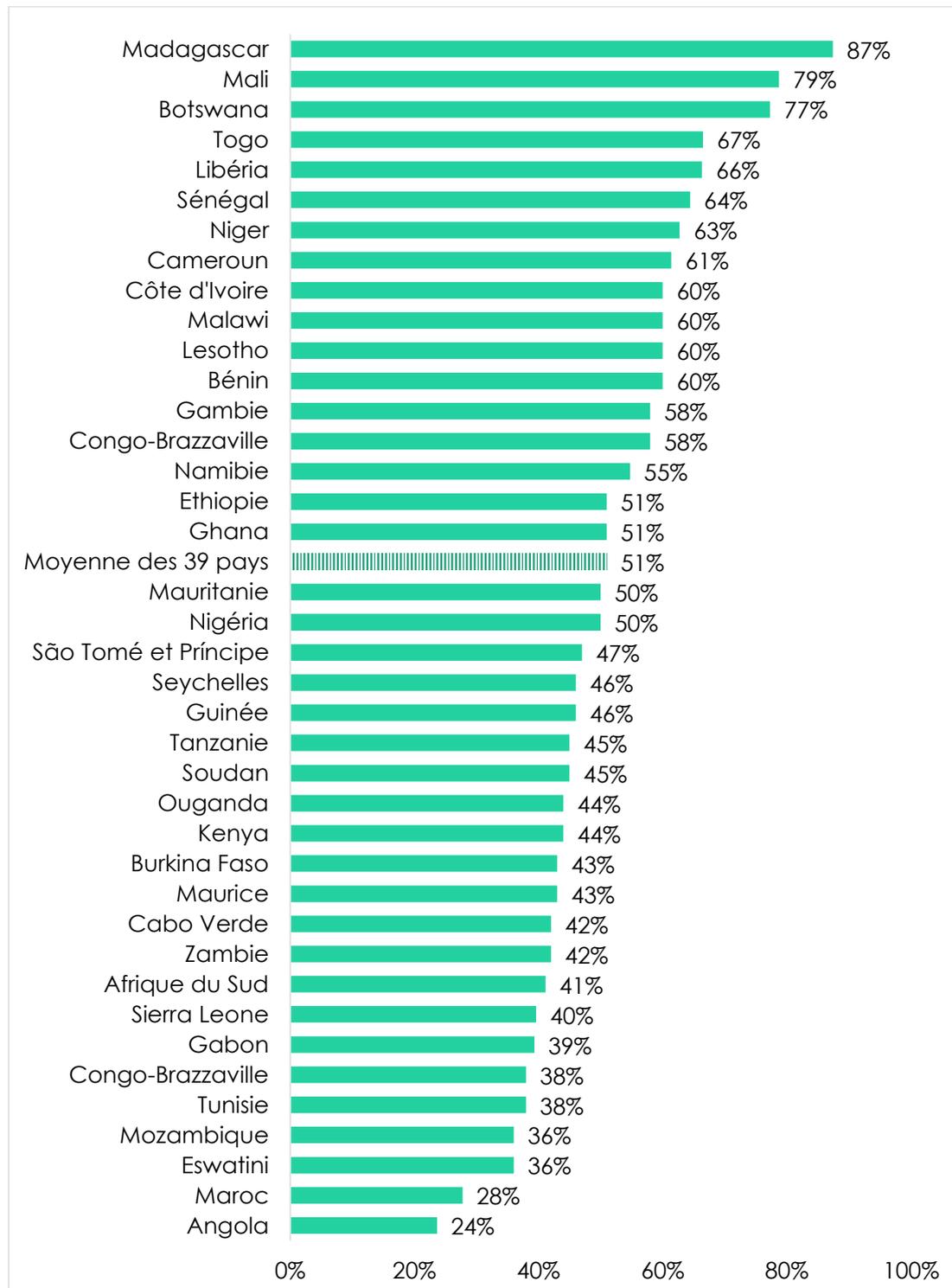


**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

*Les citoyens ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ?*

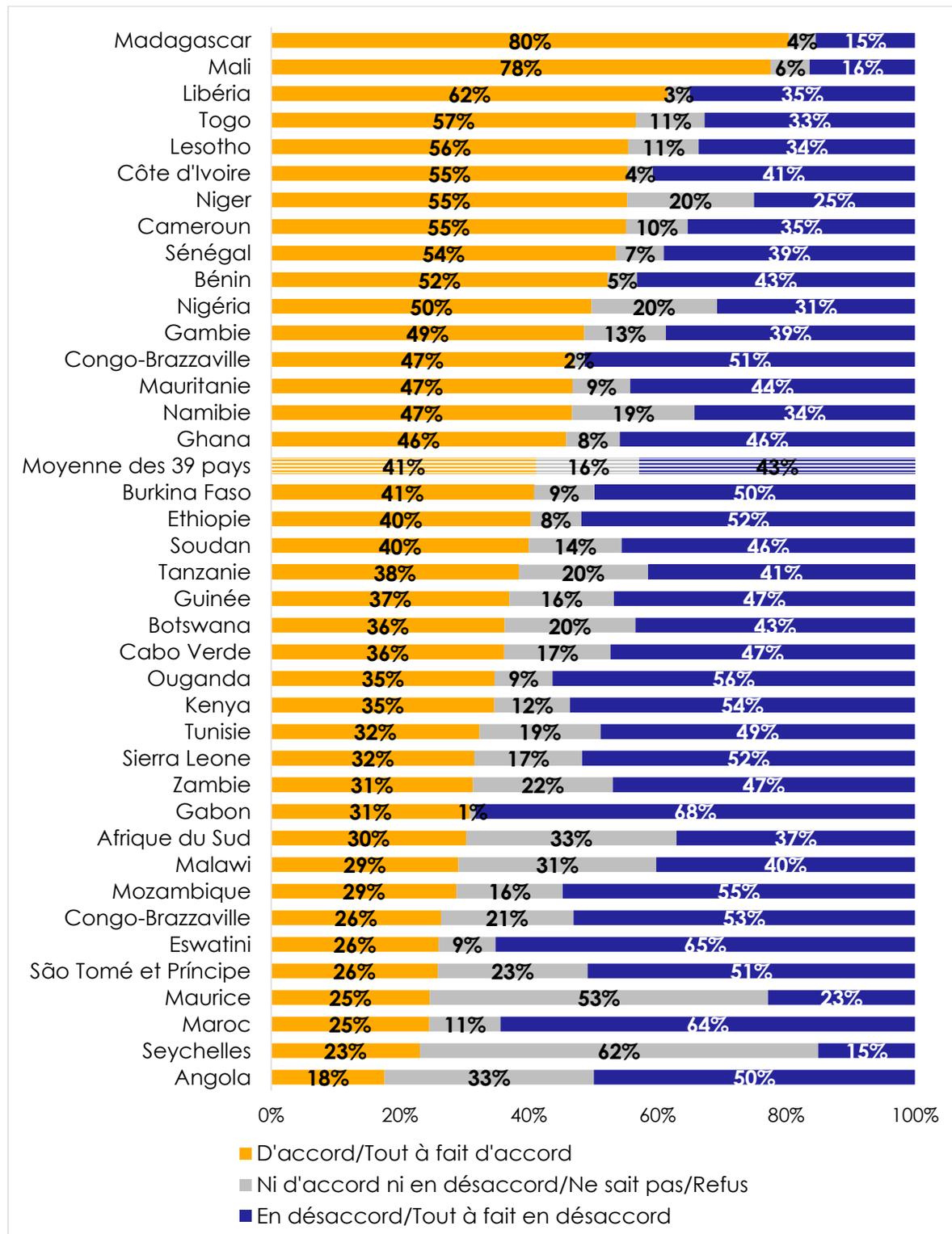
*Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?*

**Figure 20 : Extraction des ressources naturelles : Voix des citoyens | 39 pays**  
 | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les citoyens ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

**Figure 21 : Extraction des ressources naturelles : Les communautés reçoivent-ils une juste part des revenus ? | 39 pays | 2021/2023**



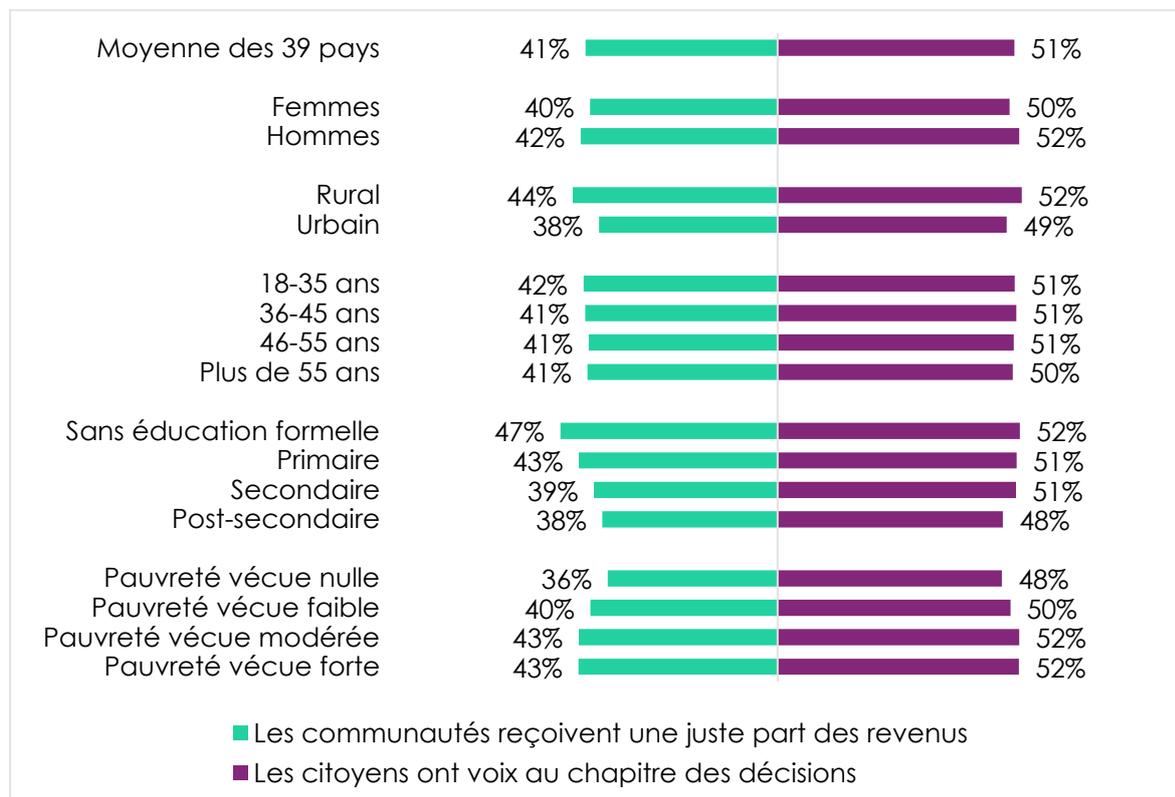
**Question posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?

Les Maliens (78%) et les Malgaches (80%) expriment à nouveau les opinions les plus positives, une majorité écrasante affirmant que les communautés reçoivent une part raisonnable des revenus. En revanche, à Maurice (25%), au Maroc (25%), aux Seychelles (23%) et en Angola (18%), pas plus d'une personne sur quatre ne sont aussi satisfaites. En fait, des majorités ne sont pas d'accord dans 13 pays, en tête desquels le Gabon (68% en désaccord), l'Eswatini (65%) et le Maroc (64%). Les Seychellois et les Mauriciens sont très indécis sur cette question, 62% et 53% d'entre eux, respectivement, n'exprimant pas d'opinion.

En ce qui concerne le droit d'expression des citoyens, il n'y a généralement que des écarts modestes entre les groupes démographiques, avec notamment des écarts de 4 points de pourcentage entre les plus riches et les plus pauvres et entre les plus et les moins instruits (Figure 22).

En revanche, la perception de l'équité du partage des revenus varie de manière beaucoup plus substantielle, avec un écart de 9 points entre les personnes sans instruction formelle (47% déclarent que la répartition des revenus est équitable) et celles qui ont fait des études post-secondaires (38%). Un écart de 7 points sépare les personnes vivant dans une grande pauvreté (43%) des personnes les plus aisées (36%), et une différence de 6 points sépare les résidents ruraux (44%) de leurs concitoyens citadins (38%).

**Figure 22 : Extraction des ressources naturelles : Voix des citoyens et bénéficiaires**  
| par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

*Les citoyens ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ?*

*Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?*

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

## Conclusion

Les résultats du premier module de questions d'Afrobarometer relatif à la gouvernance environnementale et à l'extraction des ressources sont très révélateurs : Les Africains ressentent clairement les inconvénients d'une pollution généralisée et d'une mauvaise gestion des ressources dans leur environnement local, et ils veulent que les choses changent. L'inquiétude relative à l'état de l'environnement est largement répandue, et la demande d'une action gouvernementale accrue pour remédier à ces problèmes est écrasante. Des majorités impressionnantes souhaitent que le gouvernement prenne davantage de mesures pour réduire la pollution et protéger l'environnement, ainsi qu'une législation plus stricte de l'industrie d'extraction des ressources, qui peut être destructrice.

Les populations souhaitent également avoir davantage voix au chapitre dans la prise de décision et une répartition plus équitable des revenus de l'extraction des ressources. Bien que le calcul populaire sur les inconvénients et les avantages de l'extraction des ressources ne penche actuellement qu'en faveur des avantages, la prise en compte de ces enjeux pourrait améliorer la qualité de vie des communautés sur l'ensemble du continent.

Le Natural Resource Governance Institute (2019) affirme que l'Afrique (du moins dans les 28 pays subsahariens inclus dans son étude) dispose bien de lois visant à réglementer l'exploitation des ressources, mais qu'elle souffre parfois de lacunes dans la mise en œuvre de ces lois. Il mentionne en particulier les difficultés liées au respect des engagements relatifs au transfert des recettes aux autorités locales et au partage des informations sur l'impact social et économique. L'institut recommande une mise en œuvre et une application plus rigoureuses, ainsi qu'une transparence et une responsabilité accrues. Les citoyens africains semblent s'accorder sur le fait qu'il est temps pour leurs gouvernements d'agir et de faire le ménage pour protéger leurs citoyens et leurs communautés.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter  
notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement. (2018). [Towards a pollution-free planet.](#)
- Banque Africaine de Développement. (2017). [Feed Africa.](#)
- Belanger, M. (2021). [African environmentalism: The forgotten continent in the climate conversation.](#) Democratic Erosion Consortium. 23 octobre.
- Ben Saad, M. N., & Logan, C. (2024). [Keeping up with the people's agenda: Popular priorities for government action, and how they are evolving.](#) Dépêche No. 833 d'Afrobarometer.
- Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales. (2023). [Prospects for U.S. minerals engagement with Africa.](#)
- Fonds Monétaire International. (2024). [Harnessing sub-Saharan Africa's critical mineral wealth.](#)
- Greenpeace. (2020). [Plastic bans in Africa: A reality check.](#)
- Gutberlet, J., & Uddin, S. M. N. (2017). [Household waste and health risks affecting waste pickers and the environment in low- and middle-income countries.](#) *International Journal of Occupational and Environmental Health*, 23(4), 299-310.
- Health Effects Institute. (2022). [The state of air quality and health impacts in Africa.](#) Report from the State of Global Air Initiative.
- Institut de Gouvernance des Ressources Naturelles. (2019). [Resource governance index: From legal reform to implementation in sub-Saharan Africa.](#)
- Manu, E. K., Chen, G. S., Hoang, N., & Leu, S. (2024). [Natural resource extraction and environmental sustainability in Africa: The role of voice and accountability.](#) *Sustainable Development*, 2024, 1-16.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). [La pauvreté vécue resurgit.](#) Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Mulhern, O. (2021). [Is the Sahara desert growing?](#) Earth.org. 17 février.
- Nations Unies. (2015). [The 17 goals.](#)
- OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques). (2022). [Global plastics outlook: Policy scenarios to 2060.](#)
- Organisation Internationale du Travail. (2018). [World employment social outlook 2018: Greening with jobs.](#)
- OMS (Organisation Mondiale de la Santé). (2023). [Tackling health impacts of plastic pollution in Africa.](#)
- OMS (Organisation Mondiale de la Santé). (2024). [Water: Factsheet.](#)
- PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement). (2018). [Africa: Waste management outlook.](#)
- PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement). (2021). [Air pollution and development in Africa: Impacts on health, the economy and human capital](#)
- PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement). (2023). [Keeping the promise: Annual report 2023.](#)
- Reuters. (2024). [Hundreds march against Ghana's damaging informal gold mining boom.](#) 11 octobre.

## Annexe

**Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain d'Afrobarometer au titre du Round 9 et des rounds précédents**

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
<b>Angola</b>	Fév.-mars 2022	2019
<b>Bénin</b>	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
<b>Botswana</b>	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Burkina Faso</b>	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
<b>Cabo Verde</b>	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
<b>Cameroun</b>	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Congo-Brazzaville</b>	Juin-juillet 2023	NA
<b>Côte d'Ivoire</b>	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
<b>Eswatini</b>	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Ethiopie</b>	Mai-juin 2023	2013, 2020
<b>Gabon</b>	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
<b>Gambie</b>	Août-sept. 2022	2018, 2021
<b>Ghana</b>	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Guinée</b>	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
<b>Kenya</b>	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
<b>Lesotho</b>	Fév. Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
<b>Libéria</b>	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
<b>Madagascar</b>	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
<b>Malawi</b>	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Mali</b>	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
<b>Maroc</b>	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Maurice</b>	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
<b>Mauritanie</b>	Nov. 2022	NA
<b>Mozambique</b>	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
<b>Namibie</b>	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Niger</b>	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Nigéria</b>	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
<b>Ouganda</b>	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
<b>São Tomé et Príncipe</b>	Déc. 2022	2015, 2018
<b>Sénégal</b>	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
<b>Seychelles</b>	Déc. 2022	NA
<b>Sierra Leone</b>	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
<b>Soudan</b>	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Tanzanie</b>	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
<b>Togo</b>	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
<b>Tunisie</b>	Fév.-mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Zambie</b>	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
<b>Zimbabwe</b>	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

**Alfred Kwadzo Torsu** est chargé de l'analyse des données au sein d'Afrobarometer. Email : [atorsu@afrobarometer.org](mailto:atorsu@afrobarometer.org).

**Carolyn Logan** est directrice de l'analyse et du renforcement des capacités au sein d'Afrobarometer et professeure assistante au Département des Sciences Politiques de Michigan State University. Email : [clogan@afrobarometer.org](mailto:clogan@afrobarometer.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Le Michigan State University, l'University of Cape Town, et l'University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des fondations Open Society Foundations - Africa, Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 896 | 6 novembre 2024